

Caen, le **05 NOV. 2021**

*Ch* Monsieur le président,

J'ai le plaisir de vous informer que je vous ai accordé une subvention de 205 215,35 € au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), soit un taux de 30,00 % de la dépense prévisionnelle subventionnable pour le financement de l'opération «Extension et rénovation énergétique du Centre de Loisirs Nautiques d'Asnelles».

Cette attribution traduit l'engagement concret de l'Etat en faveur de votre établissement, pour soutenir l'investissement des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Afin d'obtenir un effet significatif sur l'investissement public et sur l'activité des entreprises et sur l'emploi, dans cette période de relance économique, il importe que ces crédits soient consommés sans tarder. Je vous invite à me faire parvenir dans les meilleurs délais vos demandes de paiement, accompagnées des factures acquittées à l'aide des imprimés que vous retrouverez sur le site de la préfecture.

L'article 3 du présent arrêté précise que le montant définitif qui vous sera versé n'est pas forfaitaire. En effet, il sera calculé par application du taux de subvention figurant dans l'arrêté attributif au montant de la dépense réelle, plafonnée au montant de la dépense prévisionnelle.

Enfin, je vous remercie de bien vouloir afficher de manière visible et permanente, pendant la réalisation de l'opération et à son issue, les financements obtenus et notamment la participation de l'État, par la mention suivante "Opération soutenue par l'Etat - Dotation d'équipement des territoires ruraux" et l'apposition de la charte graphique de l'État que vous trouverez sur le site de la préfecture, rubrique Finances locales : <http://www.calvados.gouv.fr/finances-locales-r1199.html>

Je vous prie de croire, Monsieur le président, à l'assurance de mes salutations les meilleures.

*Bien à vous,*

Le préfet,

*Philippe Court*

Philippe COURT

Monsieur Thierry OZENNE  
Président de la communauté de communes SEULLES TERRE ET MER  
Place Edmond Paillaud  
14480 CREUILLY-SUR-SEULLES

*copie à Monsieur le sous-préfet de Bayeux*

Bureau du contrôle budgétaire et des finances locales  
rue Daniel Huet

Mis en ligne le 23/04/2025 à 01h03

REÇU EN PRÉFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur le site internet de la préfecture : [www.calvados.gouv.fr](http://www.calvados.gouv.fr)

REÇU EN PREFECTURE

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

**REÇU EN PREFECTURE**  
le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-014-200069516-20250410-DEL2025\_025



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture  
Direction de la citoyenneté  
et des collectivités locales**

**Arrêté n° -DCL-BCBFL-21-439 portant attribution d'une subvention  
au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)  
pour l'exercice 2021**

Le préfet du Calvados,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code général des collectivités locales, notamment les articles L.2334-32 à L.2334-39, R.2334-19 à R.2334-31-1 et R.2334-32 à R.2334-35 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L.221-2 ;

**Vu** l'article 179 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, portant création de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et définissant ses modalités de gestion et d'attribution ;

**Vu** la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, notamment son article 83 ;

**Vu** l'instruction ministérielle du 02 février 2021 relative à la composition et règles d'emploi des dotations et fonds de soutien à l'investissement en faveur des territoires en 2021 ;

**Vu** les catégories d'opérations éligibles et les taux de subvention fixés, pour l'exercice 2021, par la commission des élus prévue à l'article L.2334-37 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** les dossiers de demandes de financement présentés par les collectivités territoriales du Calvados ;

**Vu** la date du dépôt du dossier fixée au 07/10/21 et la date de complétude du dossier fixée au 08/10/21 ;

**Vu** l'avis de la commission des élus prévue à l'article L.2334-37 du CGCT, réunie le 05 novembre 2021, sur les dossiers susceptibles de bénéficier d'une subvention DETR supérieure à 100 000 € ;

**Sur proposition du sous préfet de Bayeux,**

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est attribué à la Communauté de Commune de SEULLES TERRE ET MER une subvention d'un montant prévisionnel de 205 215,35 € pour l'opération « Extension et rénovation énergétique du Centre de Loisirs Nautiques d'Asnelles ». Le montant de la subvention est calculé par l'application d'un taux de subvention de 30,00 % à l'assiette de travaux subventionnés d'un montant de 684 051,16 €.

**Article 2 :** La subvention évoquée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté est imputée au budget de l'Etat sur le programme 119 « Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements » - Action 01 « Soutien aux projets des communes et groupements de communes » - Sous-action 06 « Dotation d'équipement des territoires ruraux ».

Préfecture du Calvados  
Rue Daniel Huet

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03  
14 038 Caen cedex 09  
Tel : 02 31 40 64 00 (standard))

REÇU EN PRÉFECTURE calvados.gouv.fr

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

**Article 3 :** Le montant de la subvention évoquée à l'article 1er du présent arrêté est un montant prévisionnel. En application des dispositions de l'article R.2334-30 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le montant définitif de la subvention versée sera calculé par application du taux de subvention au montant hors taxes de la dépense réelle, plafonné au montant prévisionnel hors taxes de la dépense subventionnable.

**Article 4 :** Le paiement de la subvention s'effectue de la manière suivante :

- une avance de 30 % du montant prévisionnel de la subvention est versée à réception de la déclaration de commencement d'exécution de l'opération établie par la collectivité ;
- des acomptes peuvent être demandés au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution de l'opération, au vu des pièces justificatives de dépenses acquittées par la collectivité. Le montant de l'avance et des acomptes ne pouvant pas dépasser 80 % du montant prévisionnel de la subvention accordée ;
- le versement du solde (minimum 20 % de la subvention) est subordonné à la production d'une attestation d'achèvement de l'opération et de l'état récapitulatif des dépenses acquittées accompagné des copies des factures payées.

**Article 5 :** Le maître d'ouvrage s'engage à afficher de manière visible et permanente, pendant la réalisation de l'opération et à son issue, les financements obtenus et notamment la participation de l'État.

**Article 6 :** Si à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté, l'opération au titre de laquelle la subvention a été accordée, n'a reçu aucun commencement d'exécution, cette subvention sera déclarée caduque. Conformément à l'article R.2334-24 du code général des collectivités territoriales, le bénéficiaire est tenu d'informer le préfet du commencement d'exécution de l'opération.

**Article 7 :** A l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de la date de déclaration du début d'exécution de l'opération, celle-ci sera considérée comme terminée. Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire ne pourra intervenir après expiration de ce délai.

**Article 8 :** Le changement d'affectation de l'investissement subventionné avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'achèvement de l'opération est soumis à l'autorisation préfectorale sollicitée par le bénéficiaire de la subvention. En l'absence d'autorisation, le remboursement de la subvention sera demandé.

**Article 9 :** Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux adressé au préfet du Calvados ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen. Le recours gracieux proroge le délai de recours contentieux de deux mois à compter soit de la date de notification de la décision de refus du préfet, soit de la date de la décision implicite de rejet constituée par l'absence de réponse au recours gracieux au terme d'un délai de deux mois.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur régional des finances publiques de Normandie, le représentant légal de la collectivité sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le **05 NOV. 2021**

Le préfet,



Philippe COURT

Préfecture du Calvados  
Rue Daniel Huet

14 038 Caen cedex 09

Mis en ligne le 29/04/2025 à 18h03 (standard)

REÇU EN PREFECTURE calvados.gouv.fr

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com